



N° 87/02 - 27 mars 1987

**PREMIERE, DEUXIEME, TROISIEME GENERATION ?
POUR MIEUX COMPRENDRE ET MIEUX SE COMPRENDRE
(A travers la presse périodique française)**

LA POUSSEE DES "BEURS"

Les immigrés de la deuxième génération, les "Beurs", comme ils se nomment, entrent en nombre dans la société française. Beaucoup sont frappés par le chômage. Mais une poignée de gagnants ont forcé le destin.

C'était des adolescents inquiétants dans les années soixante-dix, incendiaires de voitures pendant l'été 1981, Marcheurs pour l'égalité à l'automne 1983. Les plus âgés d'entre eux atteignent maintenant la trentaine. Que sont devenus les enfants des immigrés maghrébins ?

En ce qui concerne Slimane Azzoug, Marseillais de naissance, mais Algérien de nationalité, il s'est, à 26 ans, offert un château, le domaine de Bruly, dans le quinzième arrondissement de Marseille. Cette grande bâtisse de vingt-quatre pièces venge le taudis du quartier Saint-André dans lequel il a grandi avec ses six frères et soeur, sans même une douche pour se laver. "Un logement si misérable, se rappelle-t-il, que personne n'a jamais osé nous réclamer un loyer".

Comme ses pareils, Slimane s'était juré de ne pas ressembler à son père, usé par son travail dans une tuilerie et la gestion simultanée d'une petite boucherie. Il se voyait expert-comptable. Les circonstances en ayant décidé autrement, il est aujourd'hui l'un des plus gros chevillards musulmans de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une équipe cycliste, le Club de Saint-Antoine, défend les couleurs de sa société. "A l'exemple, dit-il, de Bernard Tapie".

Un jour, alors qu'il commençait à Marseille des études de droit, son père l'appelle affolé. Les comptes de la boucherie révèlent un passif de 85.000 F. Slimane accepte de l'aider à condition de pouvoir chasser les mauvais payeurs et d'embellir le magasin. Le métier, il l'apprend en allant, le lundi, regarder les bouchers désosser les carcasses. Il est debout à 4 h du matin et vit avec 500 F par mois. Ce régime lui permet d'assainir sa situation financière, et de passer à la vitesse supérieure. Objectif : les abattoirs, où règne, dit-il, "la loi de la jungle". Il fait front et crée une entreprise vite florissante Codia France SA (Compagnie de distribution agro-alimentaire). Une clientèle de 240 boucheries, un chiffre d'affaires de 40 millions de francs, et des projets de commerce avec l'Arabie Saoudite et les deux Yémens, conçus sous une affichette portant ces mots : "Les temps sont durs. Seuls les meilleurs gagnent".

L'ascension de ce fils d'ouvrier kabyle s'est effectuée en moins de cinq ans. Dans son éclat, elle illustre la montée sociale d'une partie de la deuxième génération. C'est une minorité. Mais cette minorité ne se réduit pas à ceux qui ont déjà imposé leur nom et leur visage : le chanteur Karim Kacel;

le comédien Farid Chopel; l'actrice Souad Amidou, pulpeuse tentation d'un futur rabbin dans le film de Gérard Oury "Lévy et Goliath"; le cinéaste Mehdi Charef, récompensé en 1986 du César de la meilleure première œuvre pour "Le thé au harem d'Archimède", ou encore le mannequin Farida Khelfa et le milieu de terrain du Racing Ali Ben Mabrouk, tous deux originaires des Minguettes. Derrière eux, il en est d'autres qui grimpent, issus de cette génération qu'un écrivain algéro-parisien, Akli Tadjer, a baptisé "les Arabes Non Identifiés". D'où le titre de son livre : "Les ANI du "Tassili"" (Seuil), le "Tassili" étant le bateau qui relie Alger à Marseille.

Différents de leurs parents sans être parfaitement semblables à leurs camarades français, les jeunes des cités ont fabriqué des sobriquets pour se distinguer. A Lyon, ce sont des "Kho-Kho" (prononcer : "ro-ro"). A Lille, des "Ca-los". En Dauphiné, des "Brown". A Paris, des "Beurs" (du mot "Arabe", en langage verlan et après contraction). Ce qui donne, au féminin, des "Beurettes".

Ces surnoms génériques recouvrent diverses situations juridiques. Celle des garçons et des filles de souche algérienne est spécialement complexe. Grosso modo, s'ils sont arrivés après l'indépendance de l'Algérie, ils ont le statut d'étranger, avec la possibilité de demander leur réintégration dans la nationalité française; nés dans l'Hexagone, ils sont citoyens français comme les enfants que les Marocains et les Tunisiens ont eus en France. Mais, les autorités algériennes ne leur reconnaissant pas la nationalité française, ils sont de fait, binationaux. Pour les garçons, ils ont le droit, depuis 1984, d'accomplir leur service militaire dans un pays ou dans l'autre.

En 1985, quelque 6.000 conscrits ont préféré l'Algérie, généralement sous l'influence des parents. Quel pourcentage représentent-ils ? On l'ignore, dans la mesure où la Commission informatique et libertés interdit d'isoler les Français de nationalité du reste de la population. L'interdiction vaut aussi pour l'école. On ne sait donc pas non plus exactement combien il y a de Beurs. A défaut, il existe des évaluations. Le sociologue Adil Jazouli, auteur de "L'action collective des jeunes Maghrébins de France" (L'Harmattan), les estime à 900.000. Ajoutons-leur les enfants de Harkis (les Français musulmans), et les voilà un million.

Les effectifs grossissent chaque année. Ils augmentent non seulement à cause des naissances (environ 70.000 par an), mais aussi en raison du regroupement familial, qui n'est pas terminé. En 1985, par exemple, s'agissant des Algériens, il est arrivé 2.936 enfants de 0 à 20 ans. Cette communauté se trouve encore renforcée par la présence de jeunes adultes immigrés : tel O.S. de Renault; tel professeur d'économie; le couturier tunisien Azzedine Alara et son compatriote Ali Kaouach, serveur à ses débuts, à présent propriétaire d'un bar et de deux restaurants, dont le "KOH", l'établissement de nuit le plus fermé des Halles au cœur de Paris; ou Assia Guemra, 31 ans, ex-championne de France de taekwon-do, un art martial d'origine coréenne.

Assia n'avait pas prévu de quitter définitivement son père, commerçant à Alger. C'est un accident qui l'a retenue à Paris : la venue d'un bébé au cours d'un séjour chez une amie. Impossible, les mœurs étant ce qu'elles sont, de retourner en Algérie. La voilà condamnée à lutter pour survivre et pour assurer l'avenir de son fils. Elle déniche un emploi de maquettiste chez les Scouts de France et, le soir, fréquente un club de sports de combat. Déjà ceinture noire de karaté, elle s'initie au taekwon-do, qui exige une gymnastique plus sévère. Il lui faut faire cent "pompes" d'affilée. Elle s'exécute, dispute des critères et parvient à se hisser au premier rang, malgré sa taille, son poids et sa nationalité ; 1,53 mètre, 43 kilos, algérienne.

Ces immigrés n'ont pas la même histoire que les Beurs. A leur différence, ils n'ont pas suivi leurs parents. Ils n'ont pas non plus été scolarisés à Lille, à Paris ou à Lyon. Mais leurs origines, l'âge et les épreuves traversées les rapprochent des Beurs. Quelle que soit la condition sociale des uns et des autres, des liens les unissent. Ensemble, ils forment cette jeunesse d'origine maghrébine qui trouble l'opinion. Représentent-ils un enrichissement pour le pays ? Ou bien, au contraire, un risque d'éclatement ?

La France a accueilli tour à tour, dans ce siècle seulement, des Italiens, des Polonais, des Espagnols, des Portugais. Aucune de ces immigrations n'a donné lieu à un phénomène dit "de deuxième génération". Dans leur cas, l'éparpillement dans les campagnes ou le syndicalisme ouvrier après reprise du métier du père ont, avec les mariages mixtes, empêché son émergence et favorisé une intégration désirée. La question de la deuxième génération est donc une particularité maghrébine.

Elle tient à quatre facteurs. D'abord, le poids de cette jeunesse : 40 % chez les Tunisiens, 41 % chez les Algériens, 43 % chez les Marocains. En outre, sa concentration dans les zones urbaines :

essentiellement Lille, Paris, Lyon, Marseille. Ensuite, sa volonté d'échapper au destin des parents : révolte des filles contre la toute-puissance masculine et les mariages forcés, encore en usage; refus des garçons d'aller à l'usine.

Mais leur nombre, leur implantation dans les banlieues et les conflits familiaux n'auraient pas suffi à développer chez eux le sentiment d'avoir un statut à part sans un quatrième élément, prépondérant : la culture. Peu pratiquent leur religion, sauf les Français musulmans auxquels le Coran apporte une stabilité introuvable ailleurs. Rabah, journaliste algérienne, observe le ramadan, mais, avoue-t-elle, "pour le plaisir des réunions familiales qui accompagnent le jeûne". Elle ne mange pas de porc, mais "par habitude, plutôt que par croyance". Si la plupart prennent aussi des libertés avec les préceptes, ils n'en constituent pas moins, à eux tous, un morceau d'Islam dans une nation chrétienne.

Le meilleur moyen de s'intégrer est de devenir invisible. Chercheur au laboratoire d'économie des transports à l'université de Lyon-II, Azzouz Begag s'est employé à passer inaperçu. Son père, maçon immigré en 1949, lui avait montré la voie. "C'était, dit-il, un homme dévoué corps et âme à son contremaître.

Il s'arrangeait pour ne jamais le peiner. Comme lui, j'ai veillé à ne pas me faire remarquer. A l'école, j'adhérais sans réserve aux leçons de morale qu'on nous distribuait. Je travaillais dur. J'étais un bon élève".

Mais, sur le tard, le diplômé aura honte de ses succès acquis par sa bonne tenue. Avant d'obtenir son doctorat en économie, avec tendresse et ironie, il décrira son enfance studieuse dans un bidonville de Villeurbanne. Son roman, "Le gone du Chaâba" (Seuil), est, plaide-t-il, un "livre d'excuse" adressé à ses anciens condisciples emportés par les fléaux qui ont rendu sa génération soudainement visible : la délinquance et l'échec scolaire. "Moi, dit-il, j'ai réussi parce que j'ai fayoté".

Un seul chiffre, mais terrible, pour indiquer l'étendue de la délinquance. Il est fourni par Azzouz Begag, qui a visité la prison Saint-Paul, à Lyon, en novembre dernier. Sur le millier de détenus qui la peuplaient, quatre cent cinquante étaient d'origine maghrébine. Pour le retard scolaire, les travaux de l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques) révèlent qu'il touche un étranger sur deux, contre un Français sur quatre, dans le primaire. Et trois sur quatre, contre un métropolitain sur deux, dans le second degré. Or la proportion des jeunes d'origine maghrébine dans la population étrangère de l'enseignement public et privé est forte. Elle varie autour de 44 %.

Beaucoup sont dirigés vers des filières courtes qui les préparent à une entrée précoce, donc avec un moindre degré de qualification, sur le marché du travail. Moyennant quoi, ils versent dans le chômage. C'est le lot d'une majorité. Selon Moussa, 24 ans, sa cité des Potagers, à Nanterre (56 logements, 650 habitants), compte un ou deux chômeurs par famille. "On tue le temps au café", explique-t-il. Quant à l'université, ses portes ne s'ouvrent que pour une petite minorité : de 3 à 5 % d'après les estimations, alors que 8 % de fils d'ouvriers français accèdent aux études supérieures. "L'avenir professionnelle d'un Beur se joue à 18 ans, commente Adil Jazouli. S'il a triomphé de la sélection, dès lors qu'il n'est pas tombé dans la délinquance ou la drogue, nul doute qu'il réussira". Les rescapés, hélas, ne sont pas légion.

Lorsqu'ils constatent les dégâts autour d'eux, les plus chanceux, s'étonnent d'avoir franchi les obstacles. Pourquoi n'ont-ils pas chuté, les Azzouz Begag, les Salem Kacet, les Yazid Saberg, les Rachid Taha ? Chanteur du groupe Carte de Séjour, Rachid a longtemps mené une existence chaotique. L'école l'avait ennuyé. Son brevet de comptabilité lui a paru inutile. Il vend des livres à domicile, erre de stage en stage. "Ca ne me va pas", ne cesse-t-il de répéter au psychologue. Comment ce vagabond a-t-il échappé aux dangers de la rue pour répandre jusqu'au Japon son rock pimenté de rythmes arabes ?

Chef de clinique à l'hôpital cardiologique de Lille, Salem Kacet a effectué un parcours hors du commun. Son père, O.S. chez Citroën, le réclame à Paris. Il débarque, à l'âge de 8 ans, sans parler le français. L'année suivante, il sera le premier de sa classe. Logé avec sa famille dans une chambre d'hôtel de six mètres carrés, il descendait étudier en bas, au café. D'où a-t-il tiré sa force ?

Dernier mystère : Yazid Sabeg, fondateur et P.D.G. d'Enerfinance, l'un des plus importants cabinets européens de consultants en matière pétrolière et énergétique. En 1954, il quitte le Constantinois pour retrouver son père, un ouvrier qui sera nommé contremaître. Il a 4 ans. Etudes secondaires à Lille, supérieure à la Sorbonne. Un doctorat en sciences économiques, la banque, un

passage à la Datar et, pour finir, l'oreille de Raymond Barre, auquel il a proposé ses services, "à cause, dit-il, de son attachement à la place de la France dans le monde et de sa compréhension d'une société multiraciale". Entre-temps, il aura créé son entreprise. A quelle faveur doit-il de traiter aujourd'hui avec l'Arabie Saoudite, Abu Dhabi et les grandes compagnies américaines ?

Voici leurs réponses. Azzouz Begag attribue sa sagesse à la pression qu'exerçait sur lui le spectacle de son père, levé à 5 h du matin pour acheter aux enfants des vêtements présentables. "Je n'osais pas perturber sa vie", dit-il. Pour Rachid Taha, c'est la constitution du groupe avec deux musiciens rencontrés dans une usine thermique qui l'a sauvé : "J'avais un point d'ancrage". Pour sa part, Salem Kacet avance deux raisons. D'un côté, l'émulation suscitée par la présence de fils de médecins ou d'avocats dans son école du dix-neuvième arrondissement parisien. "Dans une cité d'immigrés, dit-il, il est difficile de progresser". D'un autre côté, la qualité de ses professeurs : "Avec eux, j'ai fait des rédactions et des dictées. S'ils m'avaient éduqué selon les nouvelles méthodes, j'aurais certainement échoué. Mes parents sont analphabètes. Comment auraient-ils pu m'aider ?". Quant à Yazid Saberg, il attribue sa réussite à sa fonction d'aîné.

L'aîné, dans les familles du Maghreb, c'est le chef virtuel. Qu'il craque, et la tribu risque de dégringoler à sa suite. "Voilà pourquoi, explique Yazid, les parents concentrent toute leur énergie sur le plus âgé. J'ai bénéficié de cet avantage". Il a dix frères et sœurs; son élan les a entraînés. L'un des garçons est journaliste. Un autre dirige une société de distribution de disques. Une fille est cover-girl à Bruxelles.

C'est ainsi qu'une fraction de cette communauté s'est arrachée aux cités pour se disperser dans les divers secteurs d'activités. Des Beurs, il y en a même dans la police, où quelques-uns occupent des postes élevés. On en signale dans la presse, au barreau, dans l'enseignement (département de mathématiques, principalement) et dans le commerce, évidemment, sur les traces de Nasser Sabeur, flamboyant Kabyle de Marseille. Ce futur créateur de la chaîne Papi arrive à 18 ans, sans papiers. Il débute en vendant des vêtements sur le trottoir. Dix ans plus tard, il possédera sept magasins sur le cours Belsunce, des bureaux à Paris, à Hong-Kong et à Taiwan. Sa spécialité : les textiles et les chaussures, dont une paire de baskets fabriqués par lui. Sa clientèle : le million d'Algériens, de Tunisiens et de Marocains qui viennent, chaque année, faire leurs courses entre Belsunce, la porte d'Aix et la Canebière. Son chiffre d'affaires : 1,7 milliard de francs en 1985.

Mais ces promotions spectaculaires ne suffisent pas à donner aux Maghrébins de France des atouts économiques, sociaux et intellectuels. Elles sont encore rares. Seul territoire qu'ils ont déjà marqué de leur empreinte : le domaine artistique, malgré les contrariétés de l'orientation scolaire et les réticences paternelles. La comptabilité avait été conseillée à Rachid Kimoun, dont les villes de Toulouse, Besançon, Tulle et Perpignan abritent à présent les sculptures. Il rattrapera le temps perdu en décrochant en deux ans son diplôme des Beaux-Arts de Paris. "Une belle performance", dit-il.

Un brevet d'électrotechnicien ne destinait pas non plus Toufik Berramdane à la profession de styliste. Ce Marocain en passe d'être français a découvert sa vocation en habillant des copains, musiciens de rock. Le début de sa carrière relève de la farce. Enrôlé à la dernière minute dans une manifestation de mode organisée par le Centre Georges-Pompidou, il met en scène une collection masculine préparée en huit jours. Des amis, qui ont noyé leur trac dans le whisky, lui servent de mannequins. Il s'attend à des sifflets. C'est une ovation qui l'accueille. Depuis lors, du Pont de Nemours et Rhône-Poulenc lui ont offert des tissus. Les Galeries Lafayette présenteront prochainement certains de ses modèles. "Maintenant, dit-il, je suis coincé. Ma mère me soutient. Elle a pris parti contre mon père. Je ne peux pas la décevoir".

Cette pénétration des jeunes Arabes dans la société française est trop récente pour avoir amélioré l'image de leur communauté. Après de longues années d'ignorance, le cinéma s'est résolu à leur accorder des rôles. Mais ce sont des rôles de loubards. "Des personnages de voyous, de drogués, de prostituées. Jamais celui d'un ingénieur", regrette Djemel Amara, qui a fondé l'agence Manéci ("cinéma" en verlan), le premier bureau de casting multiracial. Son initiative date de 1984. Il ratisse les cités, recrute des comédiens débutants et des amateurs, rassemble un fichier de 2.000 photos qui fournira à Francis Veber quelques-uns des acteurs de son film "Les fugitifs". Trois années de recherche de contrats ont découragé ce garçon de 29 ans, par ailleurs professeur de gestion et d'informatique. "Les gens de cinéma, dit-il, n'ont pas compris que le beau blond au teint clair, c'est fini".

Cette réputation de "délinquants virtuels" accable les Beurs. Plus qu'un racisme instinctif, elle leur semble la source de leurs difficultés. Il est arrivé à Nejma Boufoul d'entendre des chefs

d'entreprise lui déclarer tout de go qu'ils se méfient des Arabes. Elle s'en arrange. Présidente de Cherche patrons fonceurs, une association parrainée par la mairie de Lille, cette Algérienne de 26 ans place en contrat d'alternance des jeunes qui ne savent pas se vendre, maghrébins ou non, et qu'elle valorise : 186 en trois mois. "Je suis une pro", dit-elle. Les négociations qu'elle mène avec les dirigeants prennent parfois un tour amical. "C'est alors qu'ils se confient. Mais ils changent rapidement d'avis. Les gens vivent avec des clichés dans la tête".

De là, une floraison d'associations dont l'objet est de nettoyer les cités, d'assister les plus jeunes dans leurs études, ou d'aménager des lieux de rencontre et d'activités culturelles. A Nanterre, les habitants de la cité des Potagers expulsent les dealers d'héroïne. A Stains, un étudiant en droit crée Stop galère pour enrayer la violence.

Ces actions obéissent à un réflexe de survie. Elles ne témoignent pas d'un dessein politique. Après dix années de militantisme, le mouvement beur aborde un tournant. Les troupes de théâtre, les concerts de Rock Against Police, les créations de Radio Beur à Paris et de Radio Gazelle à Marseille, d'un hebdomadaire transformé en mensuel sous le nom de **Baraka** et de l'agence de presse **Im'média**, les grèves de la faim, les marches, cette geste fiévreuse a donné une conscience collective aux enfants des Z.U.P. A présent qu'ils l'ont acquise, on les croirait désarmés. Repliés dans leurs quartiers, ils ont abandonné la scène à S.O.S.-Racisme, une organisation dans laquelle bon nombre ne se reconnaissent pas.

Peut-être les leaders sont-ils fatigués. Salika Amara, une pionnière, se plaint de la défection de la relève. "Aujourd'hui, les jeunes ont des priorités qui n'étaient pas les nôtres. Ils veulent du boulot et de l'argent", constate cette femme professeur de français quia fondé, à Aubervilliers, l'Association de la nouvelle génération immigrée. Peut-être aussi ont-ils commis des erreurs. Rédacteur en chef de **Baraka**, Méjid Daboussy parle d'un "défaut de cadres et de techniciens". Il invoque également un "manque de modestie". Mais peut-être le mouvement beur s'est-il figé parce que le moteur de l'intégration est en train de démarrer.

Plusieurs indices trahissent l'enclenchement du processus.

0 Le recours à l'humour. En littérature, sur scène, au cinéma, l'autodérision tend à remplacer la contestation acerbe et la peinture misérabiliste. C'est, par exemple, le cinéaste Mahmoud Zemmouri imaginant, pour son troisième long métrage, qu'avant de leur donner la nationalité française un député soumet les immigrés de son département à un examen. Sujet de l'épreuve : la guerre des Gaules. C'est encore Azzouz Begag méditant un livre dont le héros serait à la fois gros et arabe, impuissant à démêler ces infortunes.

"Moquons-nous de nous-mêmes plutôt que de laisser ce soin aux autres", proclame le comédien Smaïn. Orphelin recueilli par des religieuses de Constantine, il est adopté par un couple d'immigrés algériens de Paris qui l'enverront à l'école Notre-Dame de Saint-Mandé. "J'ai été élevé, dit-il, dans la religion catholique par des parents musulmans. D'où mon aisance, sans doute...". Il a supposé que l'un des siens succédait à François Mitterrand et qu'il tenait une conférence de presse à l'Elysée. Le one-man-show au cours duquel il interprète ce sketch est présenté au café-théâtre Le Tintamarre. Il était prévu pour quelques semaines. Il dure depuis sept mois. Titre : "A star is beur".

La dérision, cette magistrale prise de judo, exige la maturité... Farid Boudjellal, auteur de bandes dessinées, n'a pas immédiatement conçu son personnage comique et douloureux d'Abdulah. Longtemps, avant de l'élaborer, il a crayonné des visages roses et blonds. "Je l'avais en moi, confie-t-il, mais je voulais rigoler avec. J'ai attendu d'en être capable". En 1986, le Festival de B.D. d'Angoulême classera parmi les cinq meilleures productions de l'année son album "Le gourbi" (Futuropolis), qui retrace les aventures de cet immigré paumé.

0 L'augmentation des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française. Les préfetures disposant de six mois pour instruire un dossier, les statistiques n'ont pas encore enregistré cette évolution. Elles s'en tiennent à la moyenne de 12.000 ou 13.000 par an pour l'ensemble des étrangers. Mais un rapide sondage dans la communauté maghrébine montre que les démarches s'accroissent ou sont envisagées.

Cette décision vient, pour l'essentiel, de l'âge et de la nécessité de trouver un emploi ou un logement. Jusque-là, une grande partie des enfants d'immigrés, algériens notamment, n'en avaient pas eu le souci. Ils se sentaient français, naturellement. Le passeport ? Un document tout juste bon à les

brouiller avec leur père, qui parlerait de trahison. Mais l'approche de la trentaine leur a donné à réfléchir. "Il arrive un temps, observe Salika Amara, où il n'est plus possible de rester en transit".

0 Les inscriptions sur les listes électorales. Elles se multiplient, à l'initiative de l'association France Plus, apparue en 1985 : 300 inscrits en Seine-Saint-Denis, quand ils étaient 50 l'an dernier; 200 dans les Hauts-de-Seine, au lieu de 40. Le total atteindrait 850.000, au dire d'Areski Dahmani, président de France Plus, qui veut transformer les Beurs en acteurs politiques. Il espère atteindre le million pour l'élection présidentielle, avec un supplément de 500.000 pour les régionales, en 1989. "Tous les jours, affirme-t-il, je reçois des lettres de partis politiques locaux qui veulent un Beur sur leur liste".

0 Le développement des mariages mixtes. D'après Yazid Saberg, huit mariages sur dix seraient contractés en dehors de la communauté. Mais il est difficile d'apprécier les proportions, dans la mesure où tel garçon ou telle fille retourne se marier au pays, puis rentre avec son conjoint. Selon la revue **Accueillir** (du Service social d'aide aux immigrants), 50 % des enfants de l'immigration étrangère procéderaient de cette manière. Cette pratique a, d'ailleurs, modifié la nature du flux familial.

Faute d'éléments de comparaison, contentons-nous de noter les progressions. Et plus particulièrement celle des mariages franco-algériens. En 1971, 1.251 Algériens ont épousé des Françaises. En 1981 : 1.566. C'est peu. Mais, à cette dernière date, 1.002 Algériennes s'étaient liées à des Français, contre 201 dix ans plus tôt. Ce qui surprend, c'est cette tendance des femmes à égaler les hommes dans la formation de couples mixtes. Un comportement exceptionnel, aux yeux de Francisco Munoz-Perez, chercheur à l'INED. "dans toutes les nationalités, explique-t-il, on constate l'inverse". Encore ne connaît-on pas la situation des Algériennes nées ou devenues françaises, et qui ne peuvent, de ce fait, être comptabilisées à part. De même ignore-t-on les cohabitations, certainement aussi coutumières dans cette classe d'âge que les unions à la mairie.

Les partisans de l'intégration tirent argument de l'émancipation des femmes maghrébines pour prouver qu'elle est réalisable. Une grande partie d'entre elles se libèrent, en effet, mais souvent, au prix de grandes difficultés, et parfois de tragédies. Fugues, tentatives de suicide. "Chez les jeunes Arabes, note le docteur Sauveur Boukris, président du Comité français pour l'adolescence, le taux de suicides est supérieur à celui des jeunes Français. Et si les filles sont plus fréquemment sauvées, elles sont aussi plus nombreuses à avaler des barbituriques ou à se taillader les veines". Après quoi, tirées d'affaire, ou bien elles se résignent, ou bien elles rompent.

Ce prix, Djida l'a payé. Lorsque cette Kabyle rejoint son père, ouvrier dans une fonderie de la région parisienne, une double vie commence pour elle. Interdiction, chez elle, de se maquiller et de sortir seule. "Je ne faisais aucun achat sans ma mère", se souvient-elle. Cette servitude contraste avec la liberté dont elle jouit au lycée, mais la rigueur a un mérite : elle la contraint à travailler. Pour l'avoir toutes subies, les filles réussissent mieux dans leurs études que les garçons. Elles représenteraient même, à écouter Adil Jazouli, l'essentiel des 3 % à 5 % d'étudiants beurs admis à l'université. La règle s'appliquant à Djida, elle obtiendra une maîtrise en sciences économiques et, plus tard, un poste de cambiste dans une banque.

En général, un diplôme amène les pères à compositions. En l'occurrence, non. Durant les vacances en Algérie, elle apprend que ses parents l'ont, sans la consulter, fiancée. Tradition algérienne oblige. Elle se rebelle, puis, de guerre lassé, consent à la cérémonie. De retour en France, elle décide de quitter la maison pour se réfugier chez un étudiant français dont elle s'est éprise et qu'elle épousera. Son père, elle ne le reverra plus. "Il m'a excommuniée" dit-elle. Mais, parfois, sa mère lui rend visite. En cachette.

Dans ces unions mixtes, les naissances soulèvent le problème des prénoms. Azzouz Begag, dont l'amie attend un enfant, se refuse à éplucher le calendrier des saints. "Nous inventerons quelque chose qui témoigne du métissage", promet-il. C'est la solution classique. Ou alors, la préférence se porte sur des consonances ambivalentes. Rachid Taha a appelé son fils Lyès (la joie). Salem Kacet a choisi Marina pour sa fille et Mehdi pour le frère de celle-ci. "Je suis sûr que la culture française aura bientôt absorbé ce prénom. C'est plus facile que Mohamed".

Mais un début d'intégration ne signifie pas l'éloignement définitif des conflits. Les agents perturbateurs demeurent. Le plus nocif d'entre eux est la crise économique, qui a coupé la jeunesse maghrébine en deux, comme elle a divisé les Français de souche. Les situations se ressemblent, à cette nuance près : les enfants de l'immigration s'enfoncent plus rapidement dans la marginalité et,

proportionnellement, en plus grand nombre. Il faut garder en mémoire les données suivantes, effrayantes : 85 % de chômeurs dans cette population, contre 25,7 dans la moyenne nationale. De 300.000 à 500.000 jeunes des communautés immigrées (15-35 ans) envoi d'exclusion, dont une bonne part de Maghrébins. Un monde sépare donc déjà le désœuvré des Minguettes guetté par la délinquance et le prospère chevillard Slimane Azzoug pour qui "la France, c'est super !".

Claude BONJEAN,
Le Point, n° 752, 16 février 1987
Repris par l'O.N.I., Actualités Migrations, n° 165

BAYA : MELANGER LES MENTALITES

Baya est née en France avant 1962 : elle est Algérienne. Trahie, dit-elle, par sa carte d'identité, le racisme, elle connaît...

Quel que soit l'endroit d'où l'on vient, si l'on veut travailler dans une société, on est obligé de s'y intégrer. "Immigré" est, je crois, aujourd'hui, un mot qui se détache de plus en plus de son sens premier. Les gens entendent "algérien" lorsque le présentateur de la télévision dit: "un jeune d'origine algérienne", alors que, s'il est né sur le sol français après 1963, il est Français comme tous les autres Français, avec ou sans "origines". Moi, j'ai toujours vécu ici. Pourtant on me dit - et mes papiers me disent aussi - que je suis "étrangère".

D'autre part, je sais que je ne vis pas tout à fait de la même manière que certains autres Français; j'ai des acquis particuliers et j'en garderai encore longtemps quelques-uns; mais qui n'a pas, comme moi, un petit bagage plus ou moins personnel, qu'il soit rattaché à l'Histoire ou à son histoire ?

Mon "étrangeté" est remarquée quelquefois à cause de mes cheveux bouclés et de mon teint mat. C'est surtout durant des discussions conflictuelles que l'on met en avant ma qualité d'"étrangère" : on pense ainsi me remettre à une place que je n'ai jamais connue, car je ne l'ai jamais acceptée. C'est alors que je ressens vraiment cette vieille hiérarchie, qui persiste dans une société qui se dit avancée, mais où les bronzés doivent rester, pour certains, toujours les derniers.

VOTER AUX MUNICIPALES SERAIT BON POUR NOUS

Souvent, l'argument raciste est l'issue de secours de ceux qui ne veulent plus regarder les choses en face. Après ce type de rencontre, j'ai parfois de drôles d'angoisses, car je ne suis plus sûre d'être bien ici, je me demande si l'on ne veut pas que je parte d'un pays que je n'ai jamais vraiment quitté. Je ne comprends pas pourquoi l'on veut me rejeter, alors que l'on a incité mon père à venir ici pour participer à l'économie française. Maintenant que cette économie s'est fragilisée, je me demande si l'on ne veut pas nous jeter comme des outils trop usagés et superflus, pour une économie à venir, où nous n'aurions plus notre place.

Si l'on nous considère comme étrangers, c'est surtout parce que nous n'avons pas eu, dès notre arrivée, le même type de logements ou de travail que ceux qui étaient déjà ici depuis longtemps. Et, souvent, nos parents étaient encore plus défavorisés parce qu'ils ne connaissaient pas la langue.

Mais je crois que ce qui est le plus dangereux, maintenant, c'est l'entretien de certaines idées reçues par rapport à l'immigration, celles qui l'associent à l'insécurité et à la délinquance. Tout ce manque d'intelligence tend à provoquer un repli de toutes les communautés différentes sur elles-mêmes et, par là, continue à entretenir un climat raciste qui risque de s'amplifier.

Heureusement, il existe des organisations qui sont là pour empêcher trop d'excès, sauf peut-être ceux des hommes politiques qui essaient de rabaisser certains débats pour satisfaire les plus bas instincts. Ces hommes politiques utilisent actuellement l'immigration, ils ne cessent pas d'en discuter, on dirait qu'ils sont assis autour d'un feu qu'ils entretiennent.

En face d'eux, des mouvements comme **Convergence** devraient, malgré certains essoufflements dus à des répétitions et à des divisions, aller plus en profondeur, maintenant qu'ils existent officiellement dans notre société. Face à un discours politique fait de compromissions, ils devraient affirmer nos revendications sans concession aux phénomènes de mode, car il y a des choses moins gratifiantes, mais plus positives et plus urgentes que les concerts. Les hommes politiques ne

vont que rarement aux concerts populaires, mais ils n'ont pas peur d'appuyer des modes comme **Touche pas à mon pote**, car ils savent que les modes ne durent pas et qu'elles sont superficielles.

Bien sûr, si ces organisations exigent le droit de vote, c'est l'essentiel. Car si nous l'avions pour les municipales, ces hommes politiques éviteraient de nous marginaliser dans leurs discours comme dans leurs villes; peut-être qu'alors nos problèmes seraient mieux considérés et que les ghettos cesseraient d'exister.

Mais, pour l'instant, nous sommes trahis par nos pièces d'identité. Est-ce nous, les enfants de la deuxième génération, qui avons choisi d'être français ou étrangers ? Moi, je suis algérienne, j'ai une sœur française. Elle devrait se sentir chez elle ici, alors que moi, je ne me sens pas tout à fait à l'aise là-bas. Quand je vais dans mon village où vit maintenant mon père, je ne me retrouve pas en face de ce qui devrait être "mes mœurs".

Pour l'instant, les cartes et les identités sont complètement brouillées, je ne sais si je continuerai à vivre en France si la situation s'envenime, mais je ne sais plus si mes enfants seront français, algériens ou suédois. Tout ce que j'espère, c'est que les mentalités se mélangeront pour chasser toutes ces imbécillités racistes qui vont parfois jusqu'au crime.

Que les enfants cessent d'être la cible privilégiée de ceux qui pensent représenter la civilisation ! C'est très alarmant, surtout qu'aujourd'hui la justice expédie tous les procès à caractère raciste ou sécuritaire. Tout cela ressemble fort à un mauvais repli sur soi de toute une partie de la société française. Alors que moi, jeune femme algérienne, j'essaie de m'ouvrir de plus en plus à toutes les évolutions de cette société.

Alors que nos aïeules ont été longtemps dominées, par les colons et par les hommes, nous sommes adaptées en une génération à peine et j'espère que l'on aura bientôt une place réelle dans la société française. C'est pourquoi entretenir un "problème de l'immigration", c'est pratiquer une nouvelle ségrégation qui fait appel aux égoïsmes les plus sordides, en impressionnant les esprits les plus faibles.

Propos recueillis par
Emilie ASSOUAKON

KARIM KACEL : MON FILS SERA PEUT-ETRE MINISTRE

Sa chanson "Banlieue" l'a projeté d'un coup sur le devant de la scène. Mais Karim veut être autre chose que le chanteur des "beurs". Tous les pays du monde lui appartiennent. Les oiseaux seuls, dit-il, sont migrants.

Venu à la chanson tout à fait par hasard, Karim Kacel vit, depuis trois ans, une belle aventure. Ce jeune Algérien, animateur dans une école maternelle à Ivry-sur-Seine, remarque un jour l'annonce d'une maison de disques dans un journal. On recherchait de jeunes artistes auteurs-compositeurs chantant français pour une audition. Karim se présente parmi d'autres, nombreux. 35 secondes de chanson... Merci, on vous écrira !

Deux mois plus tard, il reste éberlué devant son poste de télévision. L'émission **Moi, je**, qui a filmé toute l'audition, demande aux téléspectateurs de voter pour le meilleur. Une unanimité plus qu'un plébiscite : ceux-ci donnent leurs suffrages à la chanson "Banlieue" de Karim. 35.000 lettres ont été envoyées à la maison de disques pour réclamer le 45 tours. Un véritable coup de cœur du public.

"Le terme "banlieue" veut dire pour moi "à côté de". La banlieue est l'univers des gens mal dans leur peau, qui vivent des difficultés. Combien **de** jeunes passent devant un cinéma sans pouvoir y rentrer !... C'est la marge. C'est celui qui est toujours à côté de l'important. Je suis né en banlieue. J'y ai travaillé et j'y habite toujours. J'ai été confronté chaque jour à des enfants vivant dans le béton. Mon école maternelle est perdue dans le béton. Les enfants et les jeunes, souvent, ne connaissent pas autre chose. Leur cité, c'est leur ville; leur vie, c'est la banlieue. Ma chanson raconte cet univers auquel j'appartiens".

Le message a été reçu par les jeunes issus de l'immigration et tous les autres. La banlieue s'impose dans nos vies et dans l'actualité comme un symbole d'exclusion, de violence et de colère. "Non, ma chanson n'est pas le fruit de la colère. Je l'ai composée un matin très tôt, à l'école, en attendant l'arrivée des enfants. Il y avait d'ailleurs un couplet qui a été supprimé dans le disque :

"Vous pouvez être fiers de cette galère en béton armé.
Je ne vous jette pas la pierre. Je ne suis pas en colère.
C'est là que je suis né.

Vous savez, nous sommes tous des enfants, nous rêvons tous du grand vent. Donnez-nous de l'espace pour que l'on efface nos tourments".

Pourquoi être révolté quand on est né en France, en banlieue ? D'autres sont nés au Liban dans les bombardements. Ont-ils choisis ce destin ? Ils vivent pourtant, même sous les bombes".

Ardent, sûr de lui, se plaçant résolument dans le camp des battants, il annonce avec fierté le succès inattendu qu'il rencontre de la France au Canada, en passant par la Belgique, la Suisse, l'Algérie et le Japon.

"Nous sommes comme les petits Noirs américains, qui veulent devenir champions du monde de boxe ou grands musiciens. Je voulais absolument m'en sortir. C'était ma rage. J'ai vécu la galère avec plein de copains, Mohamed, Philippe, José... Ce qui m'a sauvé, c'est ma rencontre avec un éducateur qui m'a dirigé et m'a aidé à devenir animateur auprès de jeunes enfants".

Si le milieu artistique s'est ouvert ces dernières années à des expressions différentes et nouvelles, comme c'est le cas aujourd'hui pour lui, Karim Kacel écarte l'explication par la mode ou le besoin d'alibi.

"Mon travail est bon. C'était difficile de me faire accepter comme artiste à part entière. Il y a eu des réticences, surtout à la télévision. Quelques médias se sont intéressés à moi parce que je suis l'Arabe qui chante. C'est nouveau. Ma force est d'être auteur-compositeur".

Y a-t-il dans sa création une sensibilité amenée dans la culture de ses parents et tout spécialement dédiée à la mémoire de la communauté maghrébine ? "Mes relations avec ma culture ne sont pas si simples. Certains essaient de tirer la couverture et de me récupérer dans leur clan. Un nationalisme ! Avant tout je suis un Algérien, mais je suis en France. On me demande pourquoi je ne chante pas en arabe, je réponds : je chante, c'est tout. D'abord, je ne suis pas arabe, je suis Kabyle. Michel Jonasz, qui est juif polonais, ne chante pas en yiddish ! Je ne veux être le porte-drapeau de personne. Le côté intégriste musulman et les extrémistes de tous bords me répugnent. Je ne veux pas non plus être le chanteur de la deuxième génération de l'immigration. J'ai horreur d'être récupéré... Je suis chanteur "beur", mais non chanteur des "beurs". Voir un Arabe à 20h 30 chez Drucker à **Champs Ellysées**, les gens n'ont pas compris. Les Algériens, non plus".

JE VEUX APPORTER UN MESSAGE D'OPTIMISME

Dans son album "Gens qui rient, gens qui pleurent", la voix de Karim entonne "N'écoutez que votre coeur, c'est là la vérité...¹. Il n'y a plus de guerre". Utopie ? Naïveté ? "Je suis un doux rêveur, naïf. Peut-être. Mais doit-on continuellement se plaindre de la vie ? Doit-on constamment pleurer ? Mon père est venu en France en 1943. Il ne savait ni lire ni écrire. Il a travaillé toute sa vie à l'usine. A 65 ans, aujourd'hui, je peux lui dire que je n'ai manqué de rien. Je n'ai pas eu faim. Nous étions cinq enfants et je me demande comment il a fait pour s'en sortir. Si papa, sans instruction, a réussi, pourquoi pas moi ? Les gens qui se plaignent m'agacent. Les Japonais qui ont pris Hiroshima en pleine figure sont aujourd'hui numéro 1. Le seul message que je veux apporter à la jeunesse, c'est l'optimisme et l'espoir. Sans cela, il vaut mieux s'allonger par terre et attendre la mort".

Et l'insertion de la communauté maghrébine ? "Elle se fera. C'est obligé. Il n'y a qu'à ouvrir les livres d'Histoire de France. On se doutait que les enfants de ces "gens-là" n'allaient pas se cantonner à exercer les métiers de leurs pères ! On n'avait pas pensé qu'il y aurait parmi eux des polytechniciens, des artistes, des avocats et demain un Président de la République, pourquoi pas ? Nous sommes des précurseurs. Mon fils sera peut-être ministre !".

¹ Disques édités chez Pathé-Marconi.

A 25 ans, une fougue, une détermination et rien ne semble pouvoir ébranler cet homme qui se définit comme "un griot qui raconte la vie des gens". "Je ne cherche pas à convaincre dans de grands rassemblements anti-racistes, dit-il; je veux toucher un public simple, qui est prêt à découvrir, à connaître, à comprendre les autres. Face au racisme, j'ai ma propre philosophie : les racistes sont des gens bêtes et foncièrement malheureux. Jamais, ils ne mangeront chez une famille arabe pour goûter les makroud (pâtisserie). Ils n'iront jamais en Afrique manger un taboulé. Ils n'écouteront pas non plus les différentes musiques du monde. Ils ne rencontreront pas les autres. 70 ans de vie, s'ils meurent pas avant, pour quoi faire ?... Etre chez eux, dans leur maison, avec leur télévision, leur chien et leur voiture... Tant pis pour eux !".

Comment se considère-t-il ? Français, Algérien, fils d'immigré... La réaction est vive, presque une boutade, une provocation. "Quand on me parle d'immigration, je parle des oiseaux. Eux seuls sont migrants. Il n'y a pas d'immigration. La terre appartient à tout le monde. Si Hitler avait réussi, la terre entière aurait appartenu aux Allemands. C'aurait été atroce. Les frontières sont nées des guerres. Si la France est hexagonale, c'est parce que Charlemagne n'a pas réussi à la faire plus grande. Si un jour les Martiens viennent sur terre, ils ne verront qu'une seule race humaine. Il faut relativiser cette notion de pays et de frontières. Quand on regarde la France sur la mappemonde, c'est tout petit ! J'ai décidé que tous les pays du monde m'appartiennent et que partout c'est mon pays".

Un oiseau libre dans l'immensité du ciel et il chante.

Abou Myriam

(Articles tirés de Croissance des Jeunes Nations,
n° 280, février 1986)

LA LIBRAIRIE DE L'IMMIGRATION A CHANGE DE VITRINE

Le jeunesse "beur" apris /a plume. Elle s'attaque à tous les genres - chroniques, témoignages, essais ou romans (comme Farida Beighoul dont nous reparlerons une autre fois). Même si le talent parfois s'en mêle, il s'agit moins, pour ces nouveaux venus à l'écrit, de littérature que d'expression nouvelle. Ils ne veulent plus, comme la première génération, celle comme ils disent des "Sonac" (les pensionnaires des foyers de type Sonacotra) se contenter de subir en silence. La nouveauté réside peut-être moins dans ce qu'ils disent que dans le fait qu'ils parlent. Si leur "vécu" les encombre encore, c'est d'abord leur avenir qui les tourmente et qu'ils cherchent comment construire. La librairie de l'immigration n'est plus ce qu'elle était. Elle a bien changé de vitrine.

Dans leurs **Chroniques métissées**², Ahmed Boubeker et Nicolas Beau relatent les mille et une histoire des jeunes Arabes de France, "lascars" de Nanterre et d'ailleurs. Ils végètent après les rodéos sur deux roues, la cuite à la bière et les haschisch parties. Sans complaisance, les auteurs témoignent de ce qu'ils ont vu et entendu. Le panorama vaut le détour dans ce carnet fragmentaire où sont sondés et dépeints quelques visages et de nombreux gestes de ceux que l'on appelle la seconde génération. Au désespoir succède le rêve et quelquefois l'action.

Les jeunes des Minguettes, de Nanterre, de la Courneuve ou de Dreux ont décidé de rompre la loi du silence dans une France qui rêve et qui cauchemarde sur l'immigré. Si l'on a mis du temps, trop d'ailleurs, pour reconnaître l'immigré comme un être fait de chair et de sang, depuis quelques années, ses enfants sont devenus apparents, visibles et dynamiques dans leurs banlieues. Et jusque sur les bancs des lycées et des universités, coude à coude avec leurs copains français.

Les "beurs" proposent une nouvelle citoyenneté, sorte de dialogue à égalité entre l'immigration et la société française. Leurs parents n'avaient eu droit qu'à des soupirs, à une souffrance silencieuse.

Ils n'ont pas eu la chance, à la manière du jeune Ali, d'annoncer le début d'une histoire commune entre la France et ses minorités : "Le droit à l'innocence, c'est pour les autres. Ceux qui n'ont jamais connu de leur vie un contrôle de flic. Ils peuvent ainsi consacrer la beauté et nier "la merde". Leur histoire, c'est le spectacle dans leur tête... droit au délire. Pour nous, toute fuite dans l'illusion

² Ahmed Boubeker et Nicolas Beau - **Chroniques métissées** - Ed. Alain Moreau- 212 pages - 69 F.

c'est l'hôpital psychiatrique ou la seringue. Nous ne pouvons construire notre sens de l'histoire qu'à travers les deux pôles de notre existence : "la merde" et l'idéal; celui qui ne voit que l'idéal se prend pour un Français et finit dans "la merde" jusqu'au cou. Par contre, celui qui ne voit que "la merde" reste bloqué dans son quartier. Trouver une solution intermédiaire pour ensuite imposer son mode de vie à la lumière du monde. Ne plus s'excuser de vivre. Casser le délire de ces gens pour qui la souffrance des vivants n'est pas réelle. Déborder leur naïveté criminelle. Faire échec au silence. Le contraire du silence c'est la bagarre, la polémique, le conflit. Et le consensus qui permet de dépasser le conflit c'est le début de l'histoire commune..."

L'action collective des jeunes Maghrébins en France est minutieusement analysée par Adil Jazouli. En sociologue, il est allé à la rencontre des animateurs d'associations, de radios, de troupes de théâtre et de musique, de journaux qui mènent des luttes et des actions sociales, se regroupent, se déchirent, se séparent, et recommencent. Avec leurs émotions, leurs rêves, leurs blessures, ils ne veulent plus être des marginaux ou des exclus, ils s'organisent. Une nouvelle génération est en bouillonnement. Elle est un enjeu culturel et politique pour la société. Combien sont-ils ? 900.000 jeunes Maghrébins de moins de 24 ans vivent sur la terre de France, dont plus de 400.000 sont âgés de 15 à 24 ans. 300.000 possèdent déjà la nationalité française.

"Ils sont d'abord - on l'oublie un peu trop souvent - des jeunes de France : ils y sont nés ou ils y ont grandi avec des jeunes Français qui partagent très souvent avec eux les mêmes conditions de vie, les mêmes désespoirs et parfois les mêmes rêves. Ces jeunes Maghrébins vivent les mêmes situations que les autres jeunes : formation inadaptée, fermeture du marché du travail, "le mal des ZUP", l'ennui, la désorganisation sociale et personnelle, "les petits bonheurs", le glissement vers une délinquance larvée ou les rêveries : c'est ce qu'ils appellent la galère".

Adil Jazouli décrit les différentes modalités à travers lesquelles ces jeunes passent de l'inaction à l'action collective, de la galère à une contestation sociale, culturelle et politique.

Durant cinq années, il a rencontré leurs principales associations à Marseille, Lyon, Paris, Roubaix, Lille, Metz, Lunéville, Clermont-Ferrand... à la recherche de nouvelles expressions et d'actions collectives.

Quelques souvenirs sont poignants, tant ils sont gravés dans le granit de la mémoire d'une enfance marquée par le poids de l'exclusion, et la misère des bidonvilles des ZUP bétonnées. Un enfant de bidonville de Nanterre des années 60 se demande encore : "Qui est-ce qui a pu inventer le bidonville ? Un sadique certainement (...). Les ordures, on les laissait; les rats, on les laissait; les gosses tombaient malades, ils avaient pas de place pour apprendre à marcher. On avait pas le temps de faire nos devoirs à cause de la flotte. On avait honte, on était sales, et pourtant on essayait d'être propres pour pas qu'on sache qu'on était du bidonville".

Des jeunes écorchés vifs, vivant avec la rage qui ronge la raison. Elle grandit et devient révolte. Comme les jeunes Français de leur condition, ils traînent des échecs et des ennuis et cette rage se retourne souvent d'ailleurs contre eux-mêmes. "Les révoltes sans lendemain, la toxicomanie, les suicides ou la folie, font partie de la face sombre d'une rage qui vient souvent se décharger contre les murs de l'indifférence ou de l'intolérance. Mais en même temps, l'autre versant de la rage constitue le terreau dans lequel l'action collective des jeunes Maghrébins trouvera un point d'appui au nom de la lutte contre le racisme, pour le droit à la vie et pour l'égalité des droits. Aucune action collective n'est purement offensive, bien au contraire, le côté défensif de l'action est souvent préalable à la constitution de son sens".

Selon Adil Jazouli, le passage à l'action collective s'opère très souvent à travers des actions-réponses à des événements qui sont perçus comme "la goutte d'eau qui fait déborder le vase".

Et l'Islam ? "L'Islam, c'est nos parents. On a l'impression qu'ils sont arriérés, on voudrait les faire évoluer. Quelle prétention ! Le regard de mon père me fait baisser les yeux. Il y a derrière une somme de souffrance et d'expérience qui impose l'humilité... Ils ont payé si cher pour sauvegarder leurs traditions. On ne pourra jamais casser les certitudes de nos mères, les forcer à changer de coutumes, leur faire comprendre que pour nous Allah n'est pas plus grand que Bacchus. C'est leur seule raison de vivre, leur seule joie, les rêves d'une mère, c'est sacré !".

Farouk ne dit pas autre chose que Farid qui veut garder une certaine distance avec l'Islam. "L'authenticité, c'est de rester symboliquement fidèle à ses origines pour trouver un refuge, des amis,

en cas de malheur. Ne pas perdre de vue que la société française est pourrie par le vice. Etre musulman, pour nous, ce n'est pas un cérémonial, c'est une référence qui nous permet de définir les limites de notre délire, un véritable troisième oeil".

L'Islam en France, avec deux à trois millions d'adhésifs, est un microcosme composite, traversé par des courants théologiques et des intérêts contradictoires. Sa réalité est sereine et ceux qui cherchent à lui imposer une identification intégriste ou fanatique se trompent. Il y a à peu près quatre cent dix lieux de prière dans l'hexagone recensés par la Ligue islamique en 1983. Il y en a suffisamment pour que des hommes politiques comme Gaston Defferre ou Pierre Mauroy aient pu être trompés par un rapport de 1984 des Renseignements généraux qui décrivait la fréquentation accrue des mosquées comme "un indice de la remarquable percée intégriste en France". Ce qui les a conduits, eux et d'autres, à commettre quelques déclarations irresponsables sur la réalité de la deuxième religion de France.

"De la grève de la faim d'avril 1981 contre les expulsions à la marche pour l'égalité de l'automne 1983, en passant par les dizaines d'actions menées quotidiennement par leurs associations ou leurs regroupements, les jeunes issus de l'immigration répètent la même exigence avec des modalités différentes : c'est ici que nous sommes nés ou que nous avons grandi, c'est ici que nous avons envie de vivre et d'agir, c'est en France et en direction de la société française que notre action collective contestataire se développe. Cette affirmation est centrale car elle détermine de la part de l'acteur un choix d'un espace social et national de conflit qui tranche une question épineuse et renvoie le mythe du retour au musée du même nom".

Assimilation ou intégration conflictuelle ? "Dans l'histoire collective des enfants des immigrations en France, les intégrations se sont toujours déroulées de manière conflictuelle tandis que les conduites d'assimilation devaient être le produit de l'école laïque et républicaine telle que l'a voulue la IIIe République".

Nacer Kettane brandit, quant à lui, un **Droit de réponse à la démocratie française**. Il parcourt l'histoire de la génération "beur" (marche pour l'égalité, convergence 1984, etc.). "Chacun de nous, écrit-il, est différent de l'autre et interpelle à sa façon le passé, le présent et l'avenir. Vous ne pouvez nous mettre dans une boîte, nous enfermer dans un cercle, nous mettre un uniforme et encore moins une armure. On ne peut esquisser notre contour, car nous échappons au crayon inquisiteur : nous sommes des révélateurs de contradictions en perpétuel mouvement, avec une redéfinition permanente d'une identité multiple, éclatée et recentrée à la fois. Car si nous disons non à la redistribution des cartes, c'est pour mieux les déchirer. Nous dérangeons, et les esprits faibles ont peur. La France, mais aussi les pays d'origine (principalement l'Algérie), découvrent un nouveau type d'homme qui refuse les matricules et ose dire non".

Comment ne pas être d'accord avec cette analyse quand Nacer Kettane invite les jeunes Maghrébins à mettre leurs capacités personnelles et collectives au service de la société civile pour faire reculer les préjugés de l'intolérance ? "Nous devons imposer notre culture par l'intelligence, la compétence, le dialogue. Il faut refuser, ajoute-t-il, l'idée que, si l'on a choisi la France, on a délaissé l'Algérie, et vice versa. Nous devons préserver plus que jamais nos langues maternelles, notre histoire : un espace franco-méditerranéen est possible et nous avons un rôle privilégié à y jouer".

Beurs, bonjour l'avenir ! La France de demain sera belle et riche et sûrement plus vivable que celle qu'annoncent les prophètes de l'exclusion et du malheur. L'histoire ne nous enseigne-t-elle pas d'ailleurs qu'aucune population n'est originaire du territoire qu'elle occupe ?

L'invention de la France explique le processus de fabrication d'une nation à partir d'apports divers et de cultures différentes. L'étranger fait partie de la création de ce pays. Depuis des siècles, on est français parce que l'on est né sur la terre de France ou que l'on a choisi d'y vivre.

Sur un autre registre, Pierre George, rappelle dans **L'immigration en France** que la mobilité des hommes est une donnée de l'histoire aussi loin que l'on puisse remonter dans la connaissance de l'occupation du territoire.

"Quelle province ou quelle ville ne se flatte-t-elle pas d'un pedigree de l'au-delà des frontières ? Les villes grecques et romaines du Midi, ou la Normandie...".

Ce livre d'un géographe va au-delà des repères de lieux d'implantation des étrangers dans l'hexagone ou de leur habitat. L'auteur fait se croiser des avis et des réflexions sur des sujets aussi divers que l'éducation, la scolarisation, la formation des jeunes, les perspectives et les blocages d'une insertion des communautés étrangères dans la société. On peut toutefois regretter le sous-titre affichant "Faits et problèmes". Quand cesserons-nous de considérer l'immigration comme un problème ou une maladie sociale ?

L'immigration est une mosaïque de **Vies mêlées**. Léo Lorenzi a eu raison de choisir ce titre pour son ouvrage arc-en-ciel où l'on tourne l'album de quelques vies : l'Italien, l'immigré des années 20, Florinda la Portugaise, Ibra le Sénégalais, Safd et Toufik, les "beurs"... des Turcs, et le voyage du Parisien à Chinatown, dans le XIII^e arrondissement.

Tous ces écrits défricheurs sont salutaires. Ils nous éloignent des stéréotypes et font sortir l'immigration du carcan socio-zoologique dans lequel quelques apprentis analystes ont contenu et étouffé quelquefois le mouvement et la conscience des autres. Ils expriment certes la mémoire du vécu des cités mais surtout l'aspiration des jeunes à une auto-organisation, leurs revendications d'autonomie, leurs tentatives de création et de nouvelles formes d'insertion. On est loin des concerts de pleureuses, des attitudes de refus, du refuge dans le pitoyable.

Il faut recevoir ces ouvrages comme les premières pierres d'un édifice qui n'est plus cité de transit de l'immigration mais demeure respectable sur la terre de France.

Ezzedine MESTIRI
(Hommes & Migrations, n° 1100, Février 1987)

